

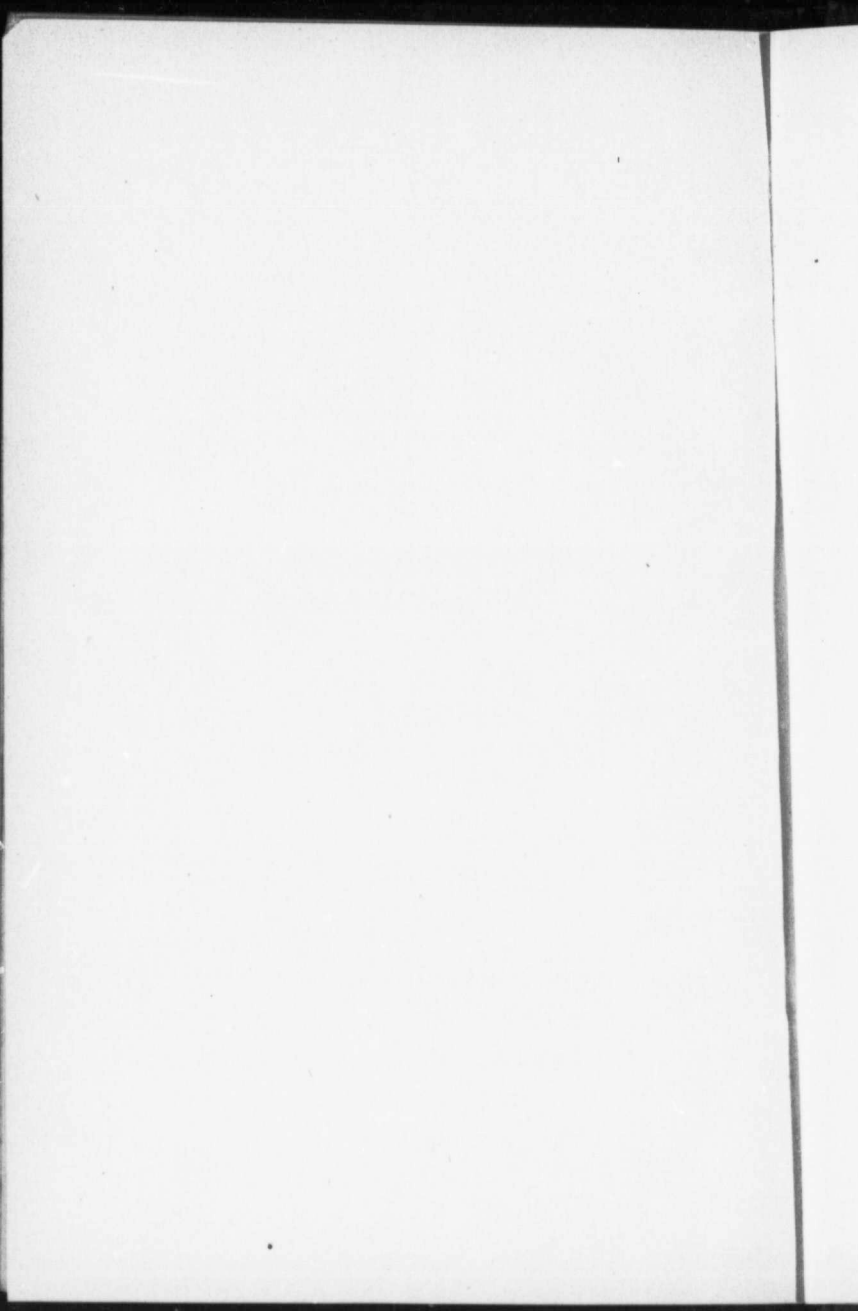
Loi Corporative des Com-
pagnies à Fonds Social,
(QUEBEC.)

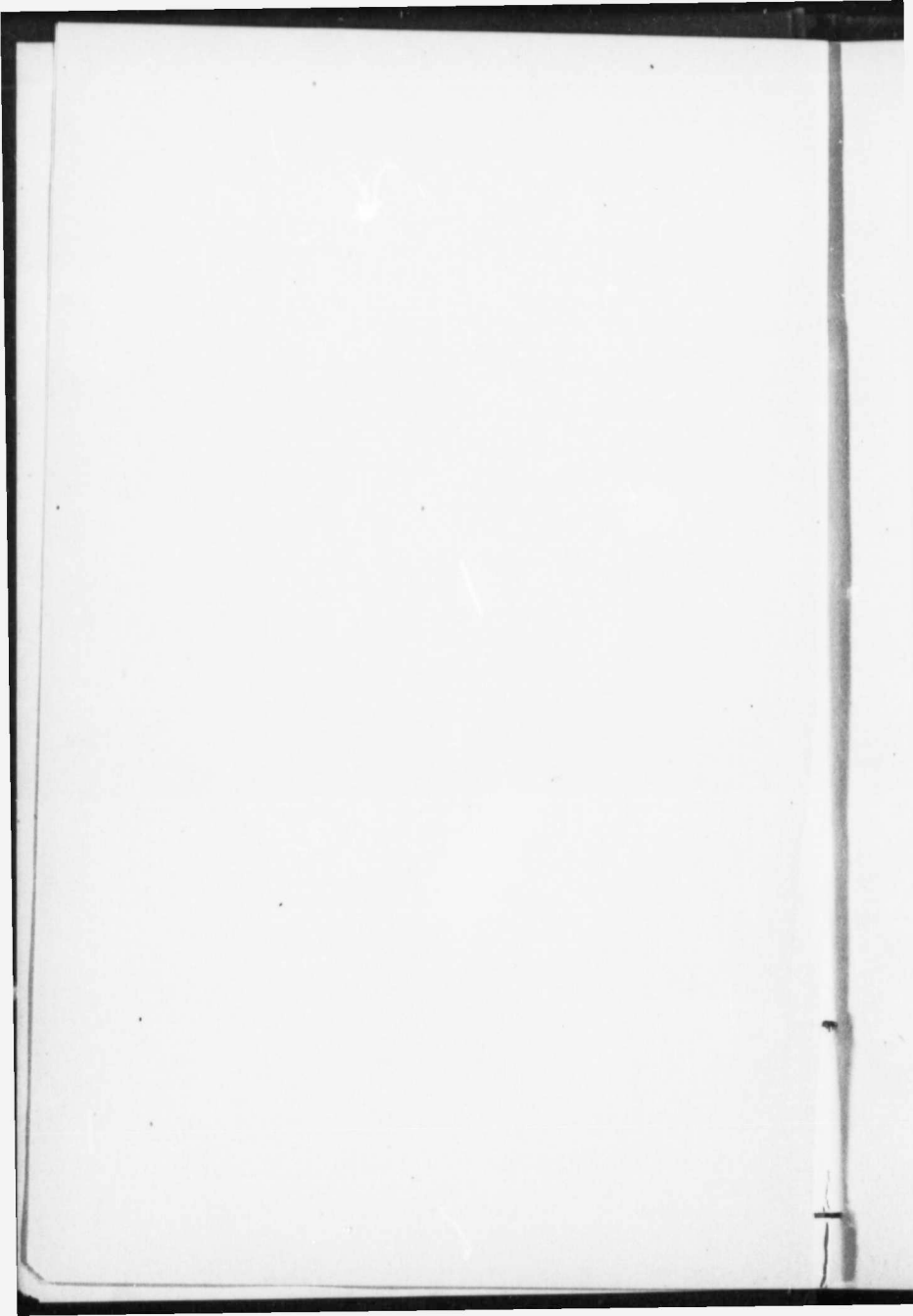
The Joint Stock Companies
Incorporation Act, (Quebec.)

HD 2308
Q34

J. E. VINCENT
IMPRIMEUR | PRINTER
RUE ST. JEAN, -- No. 215 -- JOHN STREET
QUEBEC.

Voite D





**LOI CORPORATIVE DES COMPAGNIES A FONDS SOCIAL
QUEBEC.**

AVEC LES FORMULES EN USAGE.

PAR

JOSEPH BOIVIN

AVOCAT

ET

Sous Secrétaire de la Province.

THE JOINT STOCK COMPANIES' INCORPORATION ACT

QUEBEC

WITH FORMS IN USE.

BY

JOSEPH BOIVIN

ADVOCATE

AND

Deputy Provincial Secretary.

QUEBEC :

JOS. E. VINCENT

IMPRIMEUR — PRINTER

Rue St. Jean,—No. 238 — John Street

1901.

HD 2808

216808

Q 84

Déposé au Ministère de l'Agriculture, Ottawa, conformément à la loi du
Parlement du Canada en l'année mil neuf cent un, par Jos. E.
Vincent, Québec.

Entered according to Act of Parliament of Canada, in the year one
thousand nine hundred and one, by Jos. E. Vincent. Quebec at the
Department of the Minister of Agriculture, Ottawa.

TABLE DES MATIERES

STATUTS REFONDUS

	Page
Title XI Des corps municipaux,—compagnies,—sociétés et clubs.	
Chap. III Compagnies.....	
Sec. II De la constitution en corporation des compagnies à fonds social.....	6
Sec. 1. Dispositions déclaratoires et interprétatives.....	6
Sec. 2. De l'octroi de la charte de la compagnie.....	8
Sec. 3. Des pouvoirs généraux de la compagnie.....	16
Sec. 4. Des directeurs de la compagnie.....	22
Sec. 5. Des actionnaires, des actions et versements.....	30
Sec. 6. Des dividendes.....	40
Sec. 7. Des livres tenus par la compagnie.....	42
Sec. 8. Du fidéis-commis, des contrats, etc.....	46
Sec. 9. Des poursuites.....	48
Sec. 10. Dispositions diverses.....	50

TABLE OF CONTENTS

REVISED STATUTES

	Page
Title XI Municipal corporations,—companies, societies and clubs..	
Chap. III Companies.....	
Sec. II Incorporation of joint stock companies.....	7
Sec. 1. Declaratory and interpretative.....	7
Sec. 2. Granting of the charter.....	9
Sec. 3. General powers.....	17
Sec. 4. Directors.....	23
Sec. 5. Shareholders, shares and calls.....	31
Sec. 6. Dividends.....	41
Sec. 7. Books to be kept.....	43
Sec. 8. Trusts, contracts &c.....	47
Sec. 9. Suits	49
Sec. 10. Miscellaneous	51

STATUTS REFONDUS

DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

TITRE XI

CHAPITRE III

SECTION II.

De la constitution en corporation des compagnies à fonds social.

§ 1.—Dispositions déclaratoires et interprétatives.

4694. Cette section peut être citée sous le nom de “ Loi corporative des compagnies à fonds social. ” 31 V., c. 25, s. 57.

4695. Les expressions suivantes, usitées dans la présente section, et dans les lettres patentes principales et lettres patentes supplémentaires, octroyées en vertu d'icelle, ont, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans la teneur ou le contexte qui répugne à cette interprétation, la signification suivante :

1. L'expression “ lettres patentes ” signifie les lettres patentes constituant en corporation toute compagnie pour quelque une des fins de cette section ;

2. L'expression “ lettres patentes supplémentaires ” signifie les lettres patentes octroyées, pour augmenter ou diminuer le fonds social de la compagnie, ou pour en changer le nom ;

3. L'expression “ la compagnie ” signifie la compagnie constituée par lettres patentes ;

REVISED STATUTES

OF THE PROVINCE OF QUEBEC

TITLE XI.

CHAPTER III.

SECTION II

Incorporation of Joint Stock Companies.

§ 1.—Declaratory and Interpretative.

4694. This section may be cited as “the joint stock companies’ incorporation act.” 31 V., c. 25, s. 57.

4695. The following expressions, in this section and in all letters-patent and supplementary letters-patent issued under the same, have the meanings hereby assigned to them, unless there is something in the subject or context repugnant to such construction :

1. The expression “letters-patent” means the letters-patent incorporating a company for any purpose contemplated by this section ;

2. The expression “supplementary letters-patent” means any letters-patent granted for the increasing or reducing of the capital stock of such company, or for changing its name ;

3. The expression “company” means the company so incorporated by letters-patent ;

4. L'expression " l'entreprise " signifie l'ensemble des travaux et des affaires de toute espèce que la compagnie est autorisée à poursuivre ;

5. L'expression " bien-fonds " ou " terre " comprend toutes propriétés immobilières de quelque nature que ce soit ;

6. L'expression " actionnaire " signifie tout souscripteur, ou porteur d'actions dans la compagnie, et s'étend et s'applique aux représentants personnels de l'actionnaire. 31 V.. c. 25, s. 1, et 44-45 V., c. 11, s. 5.

§ 2.—De l'octroi de la charte de la compagnie.

4696. Le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes émises sous le grand sceau, octroyer une charte à tout nombre de personnes, n'étant pas moins de cinq, qui en font la demande.

2. Cette charte constitue les requérants et toutes autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie formée par cette charte, en corporation et corps politique pour quelque'une des fins du ressort de cette législature, excepté la construction et l'exploitation des chemins de fer et les affaires d'assurance.

3. Il n'est pas nécessaire qu'il soit passé un arrêté en conseil pour l'octroi de cette charte, mais le lieutenant-gouverneur peut l'accorder sur un rapport favorable du procureur général. 56 Vic. c. 35.

4697. Les personnes qui demandent ces lettres patentes, doivent donner, au préalable, un avis de leur intention à cet effet. (Voir Formule C.)

Cet avis doit être inséré durant quatre semaines consécutives dans la gazette officielle de Québec et énoncer .

1. Le nom social de la compagnie projetée, lequel ne doit pas être celui d'une autre compagnie, ni un nom susceptible d'être confondu avec le nom de cette

4. The expression "the undertaking" means the whole of the works and business of every kind, which the company is authorized to carry on ;

5. The expression "real estate" or "land" includes all immoveable property of every kind ;

6. The expression "shareholder" or "stockholder," means every subscriber to or holder of stock in the company, and extends to and comprises the personal representatives of the shareholder. 31 V., c. 25, s. 1 ; 44-45 V., c. 11, s. 5.

§ 2.—Granting of the Charter.

4696. The Lieutenant-Governor may, by letters-patent under the Great Seal, grant a charter to any number of persons not less than five, who petition therefor.

2. Such charter constitutes the petitioners and all others who may become shareholders in the company thereby created a body politic and corporate for any of the purposes within the jurisdiction of this Legislature, except for the construction and working of railways and the business of insurance.

3. It is not necessary that an Order in Council be passed for granting any such charter, but the Lieutenant-Governor may grant any charter upon a favorable report from the Attorney General. 56 V. c. 35

4697. The applicants for such letters-patent shall previously give notice of their intention to make such application. (See Form C.)

Such notice shall be published during four consecutive weeks in the Quebec Official Gazette and contain :

1. The corporate name of the proposed company, which shall not be that of any other company, or

autre compagnie ou autrement inadmissible pour quelque cause d'intérêt public ; (1)

2. L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée ;

3. L'endroit dans les limites de la province, choisi comme le siège principal des affaires de la compagnie ;

4. Le chiffre projeté du fonds social ;

5. Le nombre des actions et le montant de chaque action ;

6. Les noms en toutes lettres, ainsi que l'adresse et la profession de chaque requérant, avec mention spéciale des noms d'au moins trois et de neuf au plus d'entre eux, qui doivent être les premiers directeurs de la compagnie. (2)

La majorité de ces directeurs doit résider en Canada et être composée de sujets de Sa Majesté. 44-45 V., c. 11, s. 2.

4698. En tout temps, mais pas plus d'un mois après la dernière publication de l'avis, les requérants peuvent présenter une requête au lieutenant-gouverneur, par l'entremise du secrétaire de la province, le priant d'émettre ces lettres patentes. (Voir Formule D.)

2. Cette requête doit réciter les faits mentionnés dans l'avis, de plus elle doit établir le montant des actions souscrites par chaque requérant et par toutes autres personnes qui y sont nommées, aussi le montant payé sur les actions de chacun d'entre eux, et

(1) Le mot " Limitée " après le nom de la compagnie projetée ne doit jamais être employé.

Le mot " Canada " ne doit pas être employé dans les lettres patentes, conformément à un rapport du Ministre de la Justice, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général, le 21 Novembre 1876.

Il fut alors signalé que le mot " Canada " comportait plus que des pouvoirs provinciaux et que ce mot ne fut à l'avenir employé que pour des compagnies incorporées par le Dominion.

Ce rapport est publié aux pages 141 & 291 du livre de recueil de M. W. E. Hodgins intitulé : Correspondence, reports of the Minister of Justice and Orders in Council upon the subject of Dominion and Provincial Legislation 1867 — 1895.

(2) Les prénoms doivent être donnés au long.

any name liable to be confounded therewith or otherwise on public grounds objectionable ; (1)

2. The object for which the incorporation is sought ;

3. The place, within the limits of the province, selected as its chief place of business ;

4. The proposed amount of its capital stock ;

5. The number of shares and amount of each share ;

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants, with special mention of the names of not less than three or more than nine, of their number who are to be the first directors of the company. (2)

The major part of such directors shall be resident in Canada and be subjects of Her Majesty. 44-45 V., c. 11. s. 2.

4698. At any time not more than one month after the last publication of such notice, the applicants, may petition the Lieutenant-Governor through the Provincial Secretary for the issue of such letters-patent. (See Form D.)

2. Such petition must recite the facts set forth in the notice, and must further state the amount of stock taken by each applicant, and by all other persons therein named, and also the amount paid in upon the stock of each applicant, and the manner in

(1). The word " Limited " after the name of the proposed company must never be used.

The word " Canada " should never be used in the Letters-Patents, according to a report of the Honourable Minister of Justice, approved by His Excellency the Governor General on the 21st november 1876. It was pointed out that this word " Canada " was of itself indicative of more than provincial powers and that this word should be applied only to companies incorporated by the Dominion. That report is printed at pages 141 and 291 of the " Correspondence, reports of the Minister of Justice and Orders in Council upon the subject of Dominion and Provincial Legislation 1867-1895 compiled by W. E. Hodgins."

(2). The christian names must be given in full.

montrer de quelle manière ce montant a été payé et est possédé par la compagnie.

3. Le montant des actions, ainsi souscrites, doit s'élever à la moitié au moins du montant total du capital de la compagnie.

4. Le montant des actions, ainsi payées sur le capital, doit être d'au moins dix pour cent d'icelles ou de cinq pour cent de la totalité du capital, à moins que ce total n'excède cinq cent mille piastres, auquel cas le montant payé sur cet excédent doit être d'au moins deux pour cent sur icelui.

5. Ce montant doit avoir été payé au crédit de la compagnie ou des syndics nommés pour icelle, et être alors à ce même crédit, dans quelque banque légalement constituée en cette province ; à moins que l'objet que la compagnie a en vue ne soit de nature à exiger qu'elle possède des biens-fonds, auquel cas, pas plus que la moitié de ce montant en doit être pris pour être employé à acquérir des biens-fonds convenables à cet objet, lesquels sont possédés en fidéi-commis pour la compagnie, et sont de la pleine valeur requise en outre de toute charge sur iceux. (Voir Formule E.)

6. La requête peut demander l'insertion dans les lettres patentes de toutes les dispositions qui, sans cela, pourraient être, en vertu de cette section, incorporées dans quelque règlement de la compagnie après son organisation. 31 V., c. 25, s. 4, et 41, V., c. 22, s. 1.

4699. Avant l'émission des lettres patentes, les requérants doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, ou de tout autre officier chargé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire un rapport sur cette matière, que leur avis et leur requête sont suffisants, que les faits y allégués sont vrais et suffisants, et en outre que les requérants, et plus particulièrement les directeurs, provisoirement nommés, sont des personnes de moyens réputés suffisants pour justifier cette requête.

which the same has been paid in, and is held for the company.

3. The aggregate of the stock so taken must be at least one half of the total amount of the stock of the company.

4. The aggregate so paid in thereon must be at least ten per cent, thereof, or five per cent of the total capital; unless such total exceed five hundred thousand dollars, in which case the aggregate paid in upon such excess must be at least two per cent thereof.

5. Such aggregate must have been paid in to the credit of the company or of trustees therefor, and must be standing at such credit, in some chartered bank within the Province, unless the object of the company is one requiring that it should own real estate, in which case, not more than one half thereof may be taken as invested in real estate suitable to such object, duly held by trustees therefor, and being fully of the required value over and above all incumbrances thereon. (See Form E.)

6. The petition may ask the embodying in the letters-patent of any provision which otherwise under this section might be embodied in any by-law of the company when incorporated. 31 V., c. 25, s. 4; 41 V., c. 22, s. 1.

4699. Before the letters-patent are issued, the applicants must establish to the satisfaction of the Provincial Secretary or of such other officer as may be charged by order of the Lieutenant Governor in Council to report thereon, the sufficiency of their notice and petition, the truth and sufficiency of the facts therein set forth, and further that the applicants, and more especially the provisional directors named are persons of sufficiently reputed means to warrant the application.

2. A cette fin, le secrétaire ou tel autre officier peut prendre et conserver comme minute tout témoignage nécessaire rendu par écrit, sous serment ou sous affirmation, et peut administrer tout serment ou toute affirmation requis. 31 V., c. 25, s. 5 (Voir Formule F.)

4700. Les lettres patentes récitent les assertions principales contenues dans l'avis et dans la requête, telles que ainsi établies. 31 V., c. 25, s. 6.

4701. Le lieutenant-gouverneur peut, s'il le juge à propos, donner à la compagnie un nom différent de celui choisi par les requérants, si ce nom est sujet à objection, et prescrire que l'objet, pour lequel la compagnie est constituée, soit changé, pourvu qu'il soit de même nature que l'objet énoncé dans l'avis. 44-45 V., c. 11, s. 3.

4702. S'il arrive que le nom d'une compagnie constituée comme susdit, est le même que celui d'une autre compagnie existante, ou lui ressemble au point de créer de la confusion, le lieutenant-gouverneur peut ordonner l'émission de lettres patentes supplémentaires aux fins de changer ce nom en celui qui sera choisi.

Ces lettres patentes supplémentaires doivent se rapporter aux lettres patentes antérieures.

Le changement de nom n'affecte pas les droits ou les obligations de la compagnie. 44-45 V., c. 11, s. 4.

4703. Lorsqu'une compagnie, constituée en vertu de cette section, désire adopter un autre nom social, le lieutenant-gouverneur peut, sur requête à cette fin, accorder des lettres patentes supplémentaires, s'il juge que ce changement de nom n'est pas fait dans un but inavouable ou illégitime ; lesquelles lettres patentes sont faites comme celles dont il est parlé dans l'article précédent et ont les mêmes effets à toutes fins et intentions. 44-45 V., c. 11, s. 5. (Voir Formules, G. & H.)

2. To that end, the secretary or such other officer may take and keep of record any requisite evidence in writing under oath or affirmation, and may administer every requisite oath or affirmation. 31 V., c. 25, s. 5. (See Form F.)

4700. The letters-patent shall recite all the material averments of the notice and petition, as so established. 31 V., c. 25, s. 6.

4701. The Lieutenant-Governor may, if he deem it expedient, give to the company a name different to that chosen for it by the applicants, if such name be objectionable, and may prescribe that the objects for which the company is constituted be changed, provided that they be of the same nature as that given in the notice. 44-45 V., c. 11, s. 3.

4702. If it happens that the name of a company, constituted as aforesaid, is the same as that of any other existing company, or so nearly resembles it as to be liable to create confusion, the Lieutenant-Governor may order the issue of supplementary letters-patent to change the name to another to be chosen.

Such supplementary letters-patent shall refer to the former letters-patent.

Such change of name shall not affect the rights or obligations of the company. 44-45 V., c. 11, s. 4.

4703. Whenever a company, incorporated under this section, desires to have its name changed for another, the Lieutenant-Governor may, on petition to that effect, grant supplementary letters-patent, if he deem that such change of name is not made for some unavowed or illegitimate purpose; which letters-patent shall be made in the manner provided in the preceding article and shall have the same effect to all intents and purposes. 44-45 V., c. 11, s. 5. (See Forms G. & H.)

4701. Avis du fait de l'émission des lettres patentes est immédiatement donné, par le secrétaire de la province, dans la gazette officielle de Québec, suivant la formule de la cédule A, de la présente section, et à compter de la date des lettres-patentes, les personnes qui y sont nommées et leurs successeurs, sont constituées en corporation et corps politique sous le nom y mentionné. 31 V., c. 25, s. 7.

§ 3.—Des pouvoirs généraux de la compagnie.

4705. Toute compagnie ainsi constituée, peut acquérir, posséder, aliéner, et transférer les propriétés foncières qui sont nécessaires à ses entreprises ; elle devient immédiatement investie de tous les droits, réels et personnels, possédés jusqu'alors par elle ou pour elle en vertu de tout fidéicommis créé en vue de sa charte, et de tous les pouvoirs, privilèges et immunités requis, pour la poursuite de ses entreprises, comme si elle eût été constituée par une charte émanée du pouvoir législatif, la constituant sous ce nom une corporation et un corps politique, et comprenant toutes les dispositions de la présente section et des lettres patentes. 31 V., c. 25, s. 8.

La compagnie peut, par simple résolution, émettre des billets à ordre ou au porteur pour régler des comptes ou autres affaires courantes ; elle peut, en outre, sur résolution des deux tiers des actionnaires présents réunis en assemblée spéciale, convoquée à cet effet, émettre des obligations ou *déventures*, jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur totale des biens immobiliers.

Ces obligations ou *déventures*, après leur enregistrement au bureau ou aux bureaux de la division ou des divisions d'enregistrement où se trouvent situés les immeubles de la dite compagnie, lesquels doivent être décrits dans un avis au registrateur à cet effet, constituent, en faveur des porteurs, une créance privilégiée contre la compagnie, et donnent un droit de préférence sur toutes autres dettes et réclamations

4704. Notice of the granting of the letters-patent shall be forthwith given by the Provincial Secretary, in the Quebec Official Gazette, in the form of the schedule A of this section ; and thereupon, from the date of the letters-patent, the persons therein named and their successors, shall be a body corporate and politic by the name mentioned therein. 31 V., c. 25, s. 7.

§ 3.—General Powers.

4705. Every company so incorporated may acquire, hold, alienate and convey, any real estate, requisite for the carrying on of its undertaking, and shall forthwith become and be invested with all rights, real and personal, theretofore held by or for it under any trust created with a view to its incorporation, and with all the powers, privileges and immunities requisite to the carrying on of its undertaking, as though incorporated by a charter from the Legislature, making it by that name a body politic and corporate, and embodying all the provisions of this section and of the letters-patent. 31 V., c. 25, s. 8.

The company may, by a simple resolution, issue notes, payable to order or to bearer, for the settlement of accounts or other current matters ; it may further, on a resolution of the two-thirds of the actual shareholders present at a meeting specially convened for the purpose, issue bonds or debentures to the amount of the two-thirds of the total value of the immoveable property.

Such bonds or debentures, after their registration in the office or offices of the registration division or divisions in which the immoveables of the said company are situated, (which must be described in a notice to that effect given to the registrar), constitute a privileged claim in favour of the holders thereof against the company, and give a right of preference over all other debts and claims against the

contre la compagnie postérieures à l'émission de ces *déventures*. 54 Vic. c. 35.

4706. Les directeurs de la compagnie, s'ils le jugent à propos, peuvent, en tout temps, après que la totalité du fonds social de la compagnie a été répartie et versée, mais non avant, faire un règlement pour augmenter le fonds social de la compagnie jusqu'au montant qu'ils considèrent comme nécessaire pour atteindre d'une manière efficace les objets de la compagnie.

2. Ce règlement doit énumérer le nombre et la valeur des actions du nouveau fonds social,—et prescrire la manière dont il doit être réparti ; à défaut de ce faire, les directeurs ont le contrôle absolu de la répartition. 31 V., c. 25, s. 9.

4707. S'ils le jugent à propos, en tout temps, les directeurs de la compagnie peuvent passer un règlement, pour diminuer le fonds social de la compagnie, jusqu'au montant qu'ils jugent suffisant pour lui permettre de poursuivre son entreprise, et qui est considéré expédient.

Ce règlement doit énumérer le nombre et la valeur des actions du fonds social, ainsi diminué, la répartition d'icelui, et les règles qui déterminent la manière dont elle doit être faite. 31 V., c. 25, s. 10.

4708. Nul règlement pour augmenter ou diminuer le fonds social de la compagnie, n'a cependant de vigueur ou d'effet qu'après avoir été sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers en valeur de tous les actionnaires, à une assemblée générale de la compagnie, dûment convoquée dans le but de prendre le règlement en considération, et qu'après qu'il a été confirmé par des lettres patentes supplémentaires. 31 V., c. 25, s. 11.

4709. En tout temps, mais pas plus de six mois après la sanction du règlement, les directeurs peu-

company, posterior to the issuing of such debentures. 54 V., c. 35.

4706. The directors of the company may, if they see fit, at any time after the whole capital stock of the company has been allotted and paid in, but not sooner, make a by-law for increasing the capital stock of the company to any amount which they may consider requisite in order to the due carrying out of the objects of the company.

2. Such by-law shall declare the number and value of the shares of the new stock, and prescribe the manner in which the same shall be allotted; in default of its so doing, the control of such allotment shall be held to vest absolutely in the directors. 31 V., c. 25, s. 9.

4707. The directors of the company, if they see fit at any time, may make a by-law for decreasing the capital stock of the company to any amount which they may consider sufficient in order to the due carrying out of the undertaking of the company, and advisable.

2. Such by-law shall declare the number and value of the shares of the stock as so decreased, and the allotment thereof or the rules by which the same shall be made. 31 V., c. 25, s. 10.

4708. But no by-law, for increasing or decreasing the capital stock of the company, shall have any force or effect whatever, until after it has been sanctioned by a vote of not less than two-thirds in amount of the shareholders at a general meeting of the company duly called for considering the same, and has afterwards been confirmed by supplementary letters-patent. 31 V., c. 25, s. 11.

4709. At any time, not more than six months after such sanction of such by-law, the directors may

vent présenter une requête au lieutenant-gouverneur, par l'entremise du secrétaire de la province, pour l'émission de lettres patentes supplémentaires confirmant ce règlement. (Voir Formule I.)

2. Avec la requête, ils doivent produire le règlement et établir, — à la satisfaction du secrétaire ou de tel autre officier chargé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire un rapport sur cette matière, — que le règlement a été dûment passé et sanctionné et que l'augmentation ou la diminution à laquelle il pourvoit est de bonne foi.

3. A cette fin, le secrétaire ou tel officier peut prendre et conserver comme minute tout témoignage nécessaire rendu par écrit, sous serment ou sous affirmation et il peut administrer le serment et l'affirmation requis. 31 V., c. 25, s. 12. (Voir Formule J.)

4710. Sur preuve ainsi dûment faite, le lieutenant-gouverneur peut octroyer, sous le grand sceau, les lettres patentes supplémentaires demandées ; et avis doit en être immédiatement donné par le secrétaire de la province, dans la gazette officielle de Québec, suivant la formule de la cédule B, de la présente section. 58 Vic. c. 37.

2. A compter de la date des lettres patentes supplémentaires, le fonds social de la compagnie est et reste augmenté ou diminué, selon le cas, jusqu'au montant, de la manière et sujet aux conditions exposées dans le règlement ; la totalité du fonds social, ainsi augmenté ou diminué, est soumise à toutes les dispositions de cette section, de la même manière, autant qu'il se peut, que si toute partie d'icelui, eût fait partie du fonds social primitif de la compagnie. 31 V., c. 25, s. 13.

4711. Tous les pouvoirs accordés à la compagnie, par les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires qui sont émises en sa faveur, sont exercés conformément aux dispositions et restrictions contenues dans la présente section. 31 V., c. 25, s. 14.

petition the Lieutenant-Governor, through the Provincial Secretary, for the issue of supplementary letters-patent, to confirm the same. (See Form I.)

2. With such petition they must produce such by-law, and establish, to the satisfaction of the Secretary or of such other officer as may be charged by order of the Lieutenant-Governor in Council to report thereon, the due passage and sanction of such by-law, and the *bonâ fide* character of the increase or decrease of capital thereby provided for.

3. To that end the Secretary or such officer may take and keep of record any requisite evidence in writing under oath or affirmation, and may administer every requisite oath or affirmation. 31 V., c. 25, s. 12. (See Form J.)

4710. Upon due proof so made, the Lieutenant-Governor may grant such supplementary letters-patent under the Great Seal; and notice thereof shall be forthwith given by the Provincial Secretary in the Quebec Official Gazette, in the form of the schedule B of this section. 58 V. ch. 37.

2. From the date of the supplementary letters-patent, the capital stock of the company shall be and remain increased, or decreased as the case may be, to the amount, in the manner, and subject to the conditions set forth by such by-law; and the whole of the stock, as so increased or decreased, shall become subject to the provisions of this section, in like manner (so far as may be) as though every part thereof had formed part of the stock of the company originally subscribed. 31 V., c. 25, s. 13.

4711. All powers given to the company by the letters patent and supplementary letters-patent granted in its behalf shall be exercised subject to the provisions and restrictions contained in this section. 31 V., c. 25, s. 14.

§ 4.—Des directeurs de la compagnie.

4712. Les affaires de la compagnie sont administrées par un bureau de pas moins de trois, ni plus de neuf directeurs.

Les personnes désignées comme directeurs dans les lettres patentes, sont les directeurs de la compagnie, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par d'autres dûment nommées en leur lieu et place. 31 V., c. 25, ss. 15 et 16.

4713. Nulle personne n'est ensuite élue ou nommée comme directeur, à moins qu'elle ne soit actionnaire, qu'elle ne possède des actions en son droit propre et absolu, et qu'elle ne soit quitte de tout arrérage sur les versements payables sur ces actions.

La majorité des directeurs subséquents de la compagnie doit être de plus, en tout temps, composée de personnes résidant en Canada, et sujets de Sa Majesté par naissance ou par naturalisation. 31 V., c. 25, s. 17.

4713a. La compagnie peut, par règlement, élever jusqu'à neuf au maximum ou réduire à trois au minimum le nombre de ses directeurs, ou changer le siège principal de ses affaires dans la province; mais aucun règlement pour l'un de ces objets ne sera valable ni mis à l'exécution, à moins qu'il n'ait été approuvé par les voix d'au moins les deux tiers en valeur des actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale spécialement convoquée pour en délibérer, et qu'une copie, certifiée sous le sceau de la compagnie, n'en ait été remise au secrétaire de la province et publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*. 58 V. c. 37. (Voir Formules K. & L.)

4714. Les directeurs subséquents sont élus par les actionnaires, réunis en assemblée générale de la compagnie, aux époques, de la manière, et pour un temps n'excédant pas deux ans, fixés par les lettres

§ 4.—Directors.

4712. The affairs of the company shall be managed by a board of not less than three, or more than nine directors.

The persons named as such in the letters-patent shall be the directors of the company, until replace by others duly named in their stead. 31 V., c. 25, ss. 15 and 16.

4713. No persons shall be elected or named as director thereafter, unless he be a shareholder, owning stock absolutely in his own right, and not in arrears in respect of any call thereon.

The major part of the after directors of the company shall further, at all times, be persons resident in Canada and subjects of Her Majesty by birth or naturalization. 31 V., c. 25, s. 17.

4713a. The company may, by-law, increase to not more than nine or decrease to not less than three the number of its directors, or may change the company's chief place of business in the Province; but no by-law for either of the said purposes shall be valid or acted upon, unless it is approved by a vote of at least two thirds in value of the stock represented by the shareholders present at a special general meeting duly called for considering the by-law, nor until a copy of such by-law, certified under the seal of the company, has been deposited with the Provincial Secretary, and published in the *Quebec Official Gazette*. 58 V. c. 37. (See Forms K. & L.)

4714. The after directors shall be elected by the shareholders, in general meeting of the company assembled, at such times, in such wise, and for such term, not exceeding two years, as the letters-patent,

patentes, ou, à leur défaut, par les règlements. 31 V., c. 25, s. 18.

4715. A défaut seulement d'autres dispositions expresses à cet égard, contenues dans les lettres patentes ou les règlements de la compagnie :

1. Cette élection doit avoir lieu annuellement, tous les membres du bureau se retirant, et étant rééligibles, s'ils possèdent autrement les qualités requises.

2. Avis de la date et de l'endroit où se tiennent les assemblées générales, doit être donné au moins dix jours avant cette assemblée, dans quelque journal publié sur les lieux, ou aussi près que possible du bureau ou de la principale place d'affaires de la compagnie.

3. A toute assemblée générale, chaque actionnaire a droit à autant de votes qu'il possède d'actions, et peut voter par procureur.

4. Les élections des directeurs se font au scrutin.

5. Les vacances qui surviennent dans le bureau des directeurs peuvent être remplies pour le reste du temps à courir, par le bureau lui-même, parmi les actionnaires possédant les qualités requises.

6. Les directeurs élisent, de temps à autre, parmi eux, un président, et nomment aussi, et peuvent les destituer à volonté, tous autres officiers de la compagnie. 31 V., c. 25, s. 19.

4716. Si une élection de directeurs n'est pas faite, ou si elle ne prend pas effet au temps désigné, la compagnie n'est pas par là dissoute, mais cette élection peut avoir lieu à une assemblée générale dûment convoquée à cette fin ; les directeurs, sortant de charges, continuent à les occuper jusqu'à l'élection de leurs successeurs. 31 V., c. 25, s. 20.

4717. Les directeurs ont plein pouvoir, en toutes choses, d'administrer les affaires de la compagnie ; et peuvent passer ou faire passer, en son nom, toute espèce de contrats qu'il est loisible à la compagnie de passer.

or, in default thereof, the by-laws of the company may prescribe. 31 V., c. 25, s. 18.

4715. In default only of other express provisions in such behalf, by the letters-patent, or by-laws of the company :

1. Such election shall take place yearly, all the members of the board retiring, and if otherwise qualified, being eligible for re-election ;

2. Notice of the time and place for holding general meetings shall be given at least ten days previously thereto, in some newspaper published at or as near as may be to the office or chief place of business of the company ;

3. At all general meetings, every shareholder shall be entitled to as many votes as he owns shares in the company, and may vote by proxy ;

4. Elections of directors shall be by ballot ;

5. Vacancies occurring in the board of directors may be filled for the unexpired remainder of the term, by the board, from among the qualified shareholders ;

6. The directors from time to time elect from among themselves a president ; and shall also name, and may remove at pleasure, all other officers of the company. 31 V., c. 25, s. 19.

4716. If at any time an election of directors be not made or do not take effect at the proper time, the company shall not be held to be thereby dissolved ; but such election may take place at any general meeting duly called for that purpose ; and the retiring directors shall continue in office until their successors are elected. 31 V., c. 25, s. 20.

4717. The directors have full power in all things to administer the affairs of the company, and may make or cause to be made for it any description of contract which the company may lawfully enter into ;

Ils peuvent faire, de temps à autre, des règlements qui ne sont pas contraires à la loi, ni aux lettres patentes de la compagnie, pour régler :

1. La répartition du capital ;
2. Les demandes de versements ;
3. Le paiement des versements ;
4. L'émission et l'enregistrement des certificats d'actions ;
5. La confiscation des actions, faute de paiement ;
6. La disposition des actions confisquées et de leur produit ;
7. Le transport des actions ;
8. La déclaration et le paiement des dividendes ;
9. Le nombre des directeurs et la durée de leurs services ;
10. Le montant d'actions qu'ils doivent posséder pour être élus ;
11. La nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution des agents, officiers et serviteurs de la compagnie ;
12. Le cautionnement qu'ils doivent fournir à la compagnie ;
13. Leur rémunération et celle des directeurs, si le droit à cette rémunération existe ;
14. La date et le lieu de la tenue, dans les limites de cette province, des assemblées annuelles de la compagnie et les lieux où ses affaires sont administrées ;
15. La convocation des assemblées régulières et spéciales du bureau des directeurs, et de la compagnie ;
16. Le quorum ;
17. Les conditions requises pour les procurations ; la manière de procéder aux assemblées ; l'imposition et le recouvrement des pénalités et confiscations susceptibles d'être déterminées par un règlement, et l'administration, sous tous autres rapports, des affaires de la compagnie.

Ils peuvent également de temps à autre, révoquer, amender ou remettre en vigueur ces règlements.

and may from time to time make by-laws not contrary to law, or to the letters patent of the company, to regulate :

1. The allotment of stock ;
2. The making of calls thereon ;
3. The payment of calls ;
4. The issue and registration of certificates of stock ;
5. The forfeiture of stock for non-payment ;
6. The disposal of forfeited stock and of the proceeds thereof ;
7. The transfer of stock ;
8. The declaration and payment of dividends ;
9. The number of directors and their term of office ;
10. The amount of their stock qualification ;
11. The appointment, functions, duties and removal of all agents, officers and servants of the company ;
12. The security to be given by them to the company ;
13. Their remuneration and that of the directors if they have a right thereto ;
14. The time at which and the place within this Province where the annual meetings of the company shall be held, and the places where its business shall be conducted ;
15. The calling of meetings, regular and special, of the board of directors and of the company ;
16. The quorum ;
17. The requirement as to proxies, and the procedure in all things at such meetings, the imposition and recovery of all penalties and forfeitures admitting of regulation by by-law, and the conduct in all other particulars of the affairs of the company.

They may also, from time to time, repeal, amend or re-enact such by-laws.

Aucun de ces règlements et nulle révocation, ni leur amendement ni leur remise en vigueur, à moins qu'ils ne soient dans l'intervalle confirmés à une assemblée générale, dûment convoquée à cette fin, n'ont vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie ; et à défaut d'y être confirmés, ils cessent alors d'être en vigueur. 31 V., c. 25, s. 21.

2717a. Les directeurs peuvent aussi faire des règlements pour l'émission d'une partie du capital comme actions privilégiées, et assigner à ces actions le rang qu'elles auront pour ce qui regarde les dividendes et autres fins.

Ces règlements peuvent prescrire que les porteurs de ces actions auront le droit d'élire un certain nombre des membres du bureau de direction, et peuvent leur donner tout autre contrôle sur les affaires de la compagnie.

Ces règlements n'entrent pas en vigueur avant d'avoir été approuvés unanimement par écrit par les actionnaires, ou avant d'avoir été approuvés par le vote unanime de tous les actionnaires, lesquels doivent être présents ou représentés par procureurs à une assemblée générale spéciale de la compagnie, convoquée pour les prendre en considération.

Si, cependant, ils sont approuvés par les trois quarts en valeur des actionnaires, ils ne deviennent exécutoires qu'après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cette approbation ne doit être donnée qu'après un avis d'un mois donné par lettre recommandée à tous les actionnaires.

Les porteurs d'actions privilégiées sont actionnaires dans le sens de cette loi, ont tous les droits et sont sujets à toutes les obligations des actionnaires, sauf les privilèges qui leur sont accordés par les règlements susmentionnés.

Rien de ce qui est contenu dans cet article, ou de ce qui est fait en vertu de ses dispositions, n'affecte

Every such by-law, and every repeal, amendment or re-enactment thereof, unless in the meantime confirmed at a general meeting of the company duly called for that purpose, shall only have force until the next annual meeting of the company, and in default of confirmation thereat, shall, from that time only, cease to have force. 31 V., c. 25, s. 21

4717a. The directors may also make by-laws for issuing any part of the capital stock as preferred stock, giving the same such preference as to dividends and otherwise over ordinary stock as may be declared by the by-law.

The by-law may provide that the holders of such shares shall have the right to elect a certain number of the board of directors and may give them any other control over the affairs of the company.

No such by law shall have any effect, until it has been unanimously sanctioned in writing by the shareholders or has been sanctioned by the unanimous vote of all the shareholders, which shareholders shall be present in person or by proxy at a special general meeting of the company called for considering the same.

If, however, the by-law be sanctioned by three fourth in value of the shareholders, it comes into force only after it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council. Such approval shall not be given until after a notice of one month has been sent by registered letter to all the shareholders.

Holders of such preferred shares shall be shareholders, within the meaning of this act, and shall in all respects possess the rights and be subject to the liabilities of shareholders, saving the preference and rights given by any such by-law.

Nothing in this article contained, or done in pur-

les droits des créanciers de la compagnie. 61 V., c. 36.

4718. Une copie de tout règlement de la compagnie, scellée de son sceau, et comportant la signature de quelqu'un de ses officiers, est recevable *primâ facie* comme preuve de tel règlement devant tout tribunal en cette Province. 31 V., c. 25, s. 23.

4719. Aucun prêt ne doit être fait par la compagnie à un autre actionnaire, et s'il en est fait un, tous les directeurs et autres officiers qui l'ont fait ou qui y ont consenti de quelque manière, sont conjointement et solidairement responsables pour toutes les dettes de la compagnie contractées depuis l'époque de ce prêt jusqu'à remboursement envers elle, pour le montant du prêt, et aussi envers les tiers pour le même montant avec intérêt légal. 31 V., c. 25, s. 47.

4720. Les directeurs sont conjointement et solidairement responsables envers les journaliers, serviteurs et apprentis de la compagnie, pour toutes dettes n'excédant pas une année de gages, dus pour services rendus à la compagnie pendant la durée de leur charge respectivement ; mais nul directeur ne peut être poursuivi pour telle dette, à moins que la compagnie ne l'ait été, dans le cours d'une année après que telle dette est devenue exigible, ni à moins que tel directeur ne soit poursuivi dans le cours d'une année à compter du jour qu'il a cessé d'être directeur, ni avant qu'il n'ait été constaté, par le rapport d'une saisie-exécution contre la compagnie, qu'il n'a pas de quoi satisfaire à la demande, en tout ou en partie.

Le montant dû sur cette exécution est le montant recouvrable, avec les frais, contre les directeurs. 31 V., c. 25, s. 48.

§ 5.—Des actionnaires, des actions et versements.

4721. Un quart, en valeur, des actionnaires de la compagnie possède, en tout temps, le droit de con-

suance thereof, shall affect the rights of creditors of any company. 61 V., c. 36.

4718. A copy of any by-law of the company, under its seal, and purporting to be signed by any officer of the company, shall be received as *prima facie* evidence of such by-law in all courts of justice in this Province. 31 V., c. 25, s. 23.

4719. No loan shall be made by the company to any shareholder, and if such be made, all directors and other officers of the company making the same, or in any wise assenting thereto, shall be jointly and severally liable for all debts of the company contracted from the time of the making of such loan to that of the repayment thereof, towards the company for the amount of such loan, and also towards third parties, to the extent of such loan with legal interest. 31 V., c. 25, s. 47.

4720. The directors shall be jointly and severally liable to the laborers, servants and apprentices of the company for all debts, not exceeding one year's wages, due for services performed for the company whilst they are such directors, respectively; but no director shall be liable to an action therefor, unless the company has been sued therefore within one year after the debt became due, nor yet unless such director is sued therefor within one year from the time when he ceased to be such director, nor yet before an execution against the company has been returned unsatisfied in whole or part.

The amount due on such execution shall be the amount recoverable with cost against the directors. 31 V., c. 25, s. 48.

§ 5.—Shareholders, Shares and Calls.

4721. One fourth part part in value of the shareholders of the company has, at all times, the right

voquer une assemblée spéciale pour la transaction des affaires énoncées dans la réquisition et dans l'avis par écrit qu'il peut donner à cet effet. 31 V., c. 25, s. 22

4122. Le capital-actions d'une compagnie à fonds social est composé de cette partie du montant autorisé par sa charte, qui a été souscrit de bonne foi et reparté et qui doit être versé en argent.

Le montant des actions libérées, d'année en année, doit être publié annuellement dans le rapport fait aux actionnaires.

2. Les comptes du capital d'exploitation de la compagnie représentent seulement les dépenses faites de bonne foi et réellement nécessaires à l'exploitation de la compagnie.

Il n'est pas émis d'actions pour représenter la valeur augmentée d'une propriété ; toute telle émission d'actions est nulle et de nul effet.

3. La pratique vulgairement désignée par l'expression "majoration du capital-actions" est prohibée, et toutes les actions émises d'après cette pratique sont nulles et de nul effet.

4. La capitalisation des surplus de recettes et l'émission d'actions pour représenter ces surplus capitalisés sont aussi prohibées, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet, et les directeurs consentant à une telle émission d'actions sont conjointement et solidairement responsables envers les porteurs de ces actions, du remboursement des sommes payées pour ces actions.

5. Toute forme simulée ou manière fictive de capitaliser les actions d'une compagnie à fonds social ou l'émission d'actions qui ne représentent pas une dépense légitime et nécessaire dans l'intérêt de la compagnie, et ne représentent pas un montant en argent, versé dans sa caisse, dépensé pour poursuivre les fins de la compagnie, sont prohibées, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet. 47 V., c. 73, ss. 1, 2, 3, 4 et 7.

to call a special meeting thereof, for the transaction of any business specified in such written requisition and notice as they may issue to that effect. 31 V., c. 25, s. 22.

4722. The capital stock of all joint stock companies shall consist of that portion of the amount authorized by the charter, which shall have been *bona fide* subscribed for and allotted, and shall be paid in cash.

The amount of paid up capital, from year to year, shall be published annually in a report to the shareholders of the company.

2. The property account of a company shall represent only the amount of the actual *bona fide* outlay necessary for the undertaking.

No stock shall be issued to represent the increased value of any property.

Any such issue shall be null and void.

3. The practice, commonly known as watering of stock, is prohibited, and all stock so issued shall be null and void.

4. The capitalisation of surplus earnings, and the issue of stock to represent such capitalized surplus are also prohibited, and all stock so issued shall be null and void, and the directors consenting to such issue of stock shall be jointly and severally liable to the holders thereof for the re-imbursement of the amount paid for such stock.

5. Every form and manner of fictitious capitalization of stock in any joint stock company, or the issuing of stock which is not represented by a legitimate and necessary expenditure in the interest of such company, and not represented by an amount in cash paid into the treasury of the company, which has been expended for the promotion of the objects of the company, is prohibited, and all such stock shall be null and void 47 V., c. 73, ss. 1, 2, 3, 4 and 7.

4723. Les actions de la compagnie sont réputées biens meubles et sont transférables de la manière seulement et sont sujettes aux conditions et restrictions que la présente section, les lettres patentes, ou les règlements de la compagnie prescrivent. 31 V., c. 25, s. 24.

4724. Si les lettres patentes ne contiennent pas d'autres dispositions définies, les actions de la compagnie, en autant que la répartition n'a pas été faite par les lettres patentes, sont réparties quand et comme les directeurs le déterminent par un règlement ou autrement. 31 V., c. 25, s. 25.

4725. Les directeurs peuvent faire l'appel des versements et requérir des actionnaires, toutes les sommes qu'ils ont souscrites, aux époques et lieux, et en tels paiements ou versements que l'exigent ou le permettent les lettres patentes, la présente section, ou les règlements de la compagnie.

L'intérêt s'accumule et est payable aux taux de six pour cent par année, sur le montant de tout versement non payé, à compter du jour désigné pour le paiement de chaque versement. 31 V., c. 25, s. 26.

4726. Une somme d'au moins dix pour cent, des actions réparties de la compagnie, rendue exigible au moyen d'un ou de plusieurs appels, doit être demandée et faite payable sous un an après que la compagnie a été constituée en corporation.

Pour toute année subséquente, une somme additionnelle de pas moins de cinq pour cent doit être demandée et faite payable de la même manière, jusqu'à ce que la moitié ait été ainsi demandée. 31 V., c. 25, s. 27.

4727. La compagnie peut exiger le paiement de tout versement et l'intérêt sur icelui par une poursuite devant tout tribunal compétent ; et dans cette poursuite, il n'est pas nécessaire d'alléguer des faits spéciaux, mais il suffit de déclarer que le défendeur

4723. The stock of the company is deemed to be personal estate, and shall be transferable, in such manner only, and subject to all such conditions and restrictions, as by this section or by the letters-patent, or the by laws of the company shall be prescribed. 31 V., c. 25, s. 24.

4724. If the letters-patent make no other definite provisions, the stock of the company, so far as the same is not allotted thereby, shall be allotted when and as the directors, by by-law or otherwise, may ordain. 31 V., c. 25, s. 25.

4725. The directors may call in and demand from the shareholders, all sums of money by them subscribed, at such times and places, and in such payments or instalments, as the letters-patent, or this section, or the by-laws of the company may require or allow.

Interest shall accrue and fall due, at the rate of six per cent, per annum, upon the amount of any unpaid call, from the day appointed for the payment of such call. 31 V., c. 25, s. 26.

4726. Not less than ten per cent, upon the allotted stock of the company shall, by means of one or more calls, be called in and made payable within one year from the incorporation of the company.

For every year thereafter, at least a further five per cent, shall in like manner be called in and made payable, until one half has been so called in. 31 V., c. 25, s. 27.

4727. The company may enforce payment of all calls and interest thereon, by action in any competent court; and in such action it shall not be neces-

est porteur d'une ou de plusieurs actions, avec indication du nombre, et qu'il est endetté en la somme de deniers à laquelle s'élèvent les versements arriérés à l'égard d'une ou de plusieurs demandes de versements, sur une ou plusieurs actions, indiquant le nombre de ces demandes de versement, et le montant de chacun, par suite de quoi la compagnie a un droit d'action.

Un certificat portant le sceau de la compagnie, et paraissant être signé par quelqu'un de ses officiers, à l'effet d'établir que le défendeur est un actionnaire, que les demandes de versement ont été faites et qu'il est dû par lui telle somme sur iceux, est recevable *prima facie* à cette fin, comme preuve, par tout tribunal. 31 V., c. 25, s. 28.

4728. Si, après la demande ou l'avis prescrit par les lettres patentes ou par les règlements de la compagnie, quelque versement demandé sur une ou des actions n'est pas effectué dans le temps prescrit par les lettres patentes ou par les règlements, les directeurs, à leur discrétion peuvent, par un vote à cette fin, expliquant les faits, et dûment enregistré dans leurs minutes, prononcer sommairement la confiscation de toute action sur laquelle ce versement n'est pas fait ; cette action devient la propriété de la compagnie, qui peut en disposer de la manière qu'elle détermine par un règlement ou autrement. 31 V., c. 25, s. 29.

4729. Aucune action ne peut être transférée, tant que les versements précédemment demandés sur icelle n'ont pas été payés en entier, ou qu'elle n'a pas été déclarée confisquée par suite du défaut de paiement des versements, ou vendue sur exécution de jugement. 31 V., c. 25, s. 30.

4730. Nul actionnaire endetté de quelque arrérage sur des versements n'est en droit de voter à aucune assemblée de la compagnie. 31 V., c. 25, s. 31.

sary to set forth the special matter, but it shall be sufficient to declare that the defendant is a holder of one share or more, stating the number of shares, and is indebted in the sum of money to which the calls in arrear amount, in respect of one call or more upon one share or more, stating the number of calls and the amount of each, whereby an action has accrued to the company.

A certificate under the seal of the company, and purporting to be signed by any of its officers, to the effect that the defendant is a shareholder, that such calls have been made, and that so much is due by him thereon, shall be received in all courts as *prima facie* evidence to that effect. 31 V., c. 25, s. 28.

4728. If, after such demand or notice as by the letters-patent or by-laws of the company may be prescribed, any call made upon any share or shares be not paid within the time prescribed by the letters-patent or by-laws, the directors, in their discretion, by vote to that effect, reciting the facts and duly recorded in their minutes, may summarily declare forfeited any shares whereon such payment is not made; and the same shall thereupon become the property of the company, and may be disposed of as by by-law or otherwise they shall ordain. 31 V., c. 25, s. 29.

4729. No share shall be transferable, until the previous calls thereon have been fully paid in, or until declared forfeited for non-payment of calls thereon, or sold under execution. 31 V., c. 25, s. 30.

4730. No shareholder in arrear in respect of any call shall be entitled to vote at any meeting of the company. 31 V., c. 25, s. 31.

4731. Jusqu'au paiement intégral de ses actions, chaque actionnaire est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie pour une somme égale à celle qui reste à payer sur ses actions ; mais il ne peut être poursuivi pour cette somme par aucun créancier avant qu'il n'ait été constaté, par le rapport d'une saisie-exécution contre la compagnie, qu'il n'y a pas de quoi satisfaire à la demande en tout ou en partie ; le montant dû sur cette saisie-exécution est, avec les frais, la somme à recouvrer de l'actionnaire. 31 V., c. 25, s. 42.

4732. Les actionnaires ne sont pas comme tels, réputés responsables des actes, défauts ou obligations de la compagnie, ou des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, transactions, matières ou choses quelconques, relatives ou se rattachant à la compagnie, pour plus que le montant de leurs actions respectives dans le capital de cette compagnie. 31 V., c. 25, s. 43.

4733. Nul possédant des actions de la compagnie au nom d'autrui, n'est personnellement responsable comme actionnaire ; mais les biens et sommes de deniers se trouvant en sa possession appartenant à la personne représentée, sont responsables de la même manière et jusqu'au même degré que la personne représentée le serait si elle possédait ces actions en son propre nom et était en état d'agir. 31 V., c. 26, s. 44.

4734. Nul possédant des actions comme garantie collatérale n'est personnellement responsable à raison de ces actions, mais la personne qui engage telles actions est considérée comme les possédant et est en conséquence responsable comme actionnaire. 31 V., c. 25, s. 44.

4735. Quiconque possède des actions au nom d'autrui et qui en est le porteur, les représente à toutes les assemblées de la compagnie, et vote en

4731. Each shareholder, until the whole amount of his stock has been paid up, shall be personally liable to the creditors of the company, to an amount equal to that not paid up thereon ; but he shall not be liable to an action therefor by any creditors, before an execution against the company has been returned unsatisfied in whole or in part ; and the amount due on such execution shall be the amount recoverable, with costs, against such shareholder. 31 V., c. 25, s. 42.

4732. The shareholders shall not as such be held responsible for any act, default or liability whatever, of the company, or for any engagement, claim, payment, loss, injury, transaction, matter or thing whatever, relating to or connected with the company, beyond the amount of their respective shares in the capital stock thereof. 31 V., c. 25, s. 43.

4733. No person holding stock in the company in the name of another shall be personally subject to liability as a shareholder, but the estates and funds in the hands of such person, belonging to the person he represents, shall be liable in like manner, and to the same extent, as the person represented would be, if holding such stock in his own name. 31 V., c. 25, s. 44.

4734. No person holding stock as collateral security shall be personally subject to such liability, but the person pledging such stock shall be considered as holding the same and shall be liable as a shareholder accordingly. 31 V., c. 25, s 44.

4735. Every person holding and possessing shares in the name of another shall represent the stock in his hands, at all meetings of the company, and may vote accordingly as a shareholder ; and so with

conséquence comme actionnaire : il en est ainsi de quiconque engage ses actions. 31 V., c. 25, s. 45.

§ 6.—Des dividendes.

4736. Aucune compagnie ne doit déclarer un dividende dont le paiement peut entamer ou diminuer son capital.

Il n'est déclaré ni payé aucun dividende qui n'a pas été réellement gagné par la compagnie.

2. On peut cependant suppléer ou payer le dividende annuel en entier à même le fonds de réserve ; mais le paiement du dividende, fait de cette manière, doit être annoncé publiquement aux actionnaires lors de l'assemblée annuelle et régulièrement autorisé par une résolution de la compagnie.

À défaut de résolution, les directeurs de la compagnie, qui votent cette augmentation ou y consentent, sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, pour le montant qui est payé en surplus du dividende réellement gagné.

3. S'il est déclaré ou payé des dividendes, les directeurs qui votent ces dividendes ou qui consentent à leur paiement sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie des sommes ainsi payées. 47 V., c. 73, ss. 5, 6 et 8.

4737. Les directeurs qui déclarent et paient quelque dividende, lorsque la compagnie est insolvable, ou quelque dividende dont le paiement rend la compagnie insolvable, ou diminue son fonds social, sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires et ses créanciers, pour toutes les dettes alors existantes de la compagnie, et pour toutes celles qui sont contractées ensuite, durant le temps qu'ils sont respectivement en charge.

Cependant, si quelque directeur présent, lorsque

every person who pledges his stock. 31 V., c. 25, s. 45.

§ 6. **Dividends.**

4736. No company shall declare a dividend, the payment of which infringes upon or lessens the capital of the company.

No dividend shall be declared or paid, which has not been actually earned by the company.

2. The annual dividend may, however, be supplemented or paid entirely out of the reserve fund ; but payment of the dividend in this way must be publicly announced to the shareholders, at the annual meeting, and duly authorized by a resolution of the company.

In default of such resolution, the directors of the company, voting for or consenting to such increase, shall be jointly and severally liable to the creditors of the company for the amount of dividend paid in excess of that actually earned.

3. Should any dividend be so declared or paid, the directors voting, for or consenting to the payment of such dividend shall be jointly and severally liable to the creditors of such company for the amounts so paid. 47 V., c. 73, ss. 5, 6, and 8.

4737. The directors, who declare and pay any dividend when the company is insolvent, or any dividend the payment of which renders the company insolvent or diminishes the capital stock thereof, shall be jointly and severally liable, as well to the company as to the individual shareholders and creditors thereof, for all the then existing debts of the company, and for all thereafter contracted during their continuance in office.

But if any director present when such dividend is

ce dividende est déclaré, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur alors absent, inscrit dans les vingt-quatre heures après qu'il a été informé que tel dividende a été déclaré, et qu'il est en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre le dividende, et publie ce protêt dans les huit jours qui suivent, dans un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, ce directeur peut par là, et non autrement, se décharger de cette responsabilité. 31 V., c. 25, s. 46.

§ 7.—Des livres tenus par la compagnie.

4738. La compagnie doit faire tenir des livres par son secrétaire, ou par quelque autre officier spécialement chargé de ce devoir, dans lequel doivent être correctement entrés :

1. Une copie des lettres patentes constituant la compagnie, de toutes lettres patentes supplémentaires, et de tous ses règlements ;

2. Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou ont été actionnaires ;

3. L'adresse et la profession de chaque telle personne pendant qu'elle est actionnaire ;

4. Le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;

5. Les versements faits et ceux qui sont à faire, sur les actions de chaque actionnaire ;

6. Les transferts d'actions dans l'ordre qu'ils sont présentés à la compagnie pour être inscrits, avec la date et autres particularités de chaque transfert et la date de leur inscription ; et

7. Les noms, adresses et profession de ceux qui sont ou ont été directeurs de la compagnie ; avec la date à laquelle ils sont devenus, ou ils ont cessé d'être directeurs. 31 V., c. 25, s. 32.

4739. Les directeurs peuvent refuser l'entrée,

declared do forthwith, or if any director then absent do within twenty four hours after he shall have become aware thereof and able so to do, enter on the minutes of the board of directors his protest against the same, and do within eight days thereafter publish such protest in at least one newspaper published at, or as near as may be possible to, the office or chief place of business of the company, such director may thereby, and not otherwise, exonerate himself from such liability. 31 V., c. 25, s. 46.

§ 7.—**Books to be kept.**

4738. The company shall cause a book or books to be kept by its secretary or by some other officer specially charged with that duty, wherein shall be kept correctly recorded :

1. A copy of the letters-patent incorporating the company, of any supplementary letters-patent and of all the by-laws thereof ;

2. The names, alphabetically arranged, of all persons who are or have been shareholders ;

3. The address and calling of every such person while such shareholder ;

4. The number of shares of stock held by each shareholder ;

5. The amounts paid in, and remaining unpaid on the stock of each shareholder ;

6. All transfers of stock, in their order as presented to the company for entry, with the date and other particulars of each transfer, and the date of the entry thereof ; and

7. The names, addresses and calling, of all persons who are or have been directors of the company, with the several dates at which each became or ceased to be such director. 31 V., c. 25, s. 32.

dans les livres, de tout transfert fait autrement que par vente forcée d'actions, dont tout le montant n'a pas été payé, et lorsqu'il est fait une entrée d'un transfert d'actions, qui ne sont pas complètement payées, à une personne qui paraît ne pas avoir de moyens suffisants, ils sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et au même degré que l'actionnaire, faisant le transfert, l'aurait été sans cette entrée.

Cependant, si quelque directeur présent, lorsque cette entrée est permise, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur alors absent, inscrit dans les vingt-quatre heures après qu'il a été informé du fait, et qu'il est en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre tel transfert, et publie ce protêt sous huit jours, dans au moins un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, tel directeur peut, de cette manière et non autrement, se décharger de cette responsabilité. 31 V., c. 25, s. 33.

4740. Aucun transfert d'actions, autre que celui fait par vente forcée, n'est valide pour aucune fin quelconque, excepté pour montrer les droits des parties au transfert l'une envers l'autre, et pour rendre le cessionnaire responsable *ad interim* conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers, avant que l'entrée du transfert n'ait été dûment faite dans les livres. 31 V., c. 25, s. 34.

4741. Ces livres sont tenus ouverts chaque jour excepté les dimanches et les jours de fêtes, au bureau ou à la principale place d'affaires de la compagnie, durant les heures ordinaires d'affaires, pour être examinés par les actionnaires et créanciers de la compagnie, et par leurs représentants.

4739. The directors may refuse to allow the entry, into any such book, of any transfer, not made by sale under execution, of stock whereof the whole amount has not been paid in ; and whenever an entry is made in such book of any such transfer of stock not fully paid in, to a person not being of apparently sufficient means, the directors jointly and severally shall be liable to the creditors of the company, in the same manner and to the same extent as the transferring shareholder would have been, but for such entry.

But if any director, present when such entry is allowed, do forthwith, or if any director then absent do, within twenty-four hours after he shall have become aware thereof and able so to do, enter on the minute-book of the board of directors his protest against the same, and do within eight days thereafter publish such protest in at least one newspaper published at or near as may be possible to the office or chief place of business of the company, such director may thereby, and not otherwise, exonerate himself from such liability. 31 V., c. 25, s. 33.

4740. No transfer of stock, unless made by sale under execution, shall be valid for any purpose whatever, save only as exhibiting the rights of the parties thereto towards each other, and as rendering the transferee liable *ad interim* jointly and severally with the transferor, to the company and their creditors, until entry thereof has been duly made in such books. 31 V., c. 25, s. 34.

4741. Such books shall, during reasonable business hours of every day, except Sundays and holidays, be kept open for the inspection of shareholders and creditors of the company, and their representatives, at the office or chief place of business of the company.

Tout actionnaire, créancier ou leurs représentants en peuvent faire des extraits. 31 V., c. 25, s. 35.

4742. Dans toute action ou tout procès contre la compagnie ou contre quelque actionnaire, les livres sont *primâ facie* une preuve de tous les faits qu'ils constatent. 31 V., c. 25, s. 36.

4743. Tout directeur, officier ou serviteur de la compagnie qui, sciemment, fait ou participe à une fausse entrée dans les livres, qui refuse ou néglige d'y faire une entrée nécessaire, ou qui refuse de montrer ces livres ou de permettre qu'ils soient examinés et qu'il en soit fait des extraits, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque telle fausse entrée et pour chaque tel refus ou négligence, et aussi des dommages résultant de toute perte ou préjudice, que toute partie intéressée peut souffrir en conséquence. 31 V., c. 25, s. 37.

4744. Toute compagnie, qui néglige de tenir ses livres ouverts à l'inspection, perd ses droits de corporation. 31 V., c. 25, s. 38.

§ 8.—Du fidéicommiss, des contrats, etc.,

4745. La compagnie n'est obligée de veiller à l'exécution d'aucun fidéicommiss, qu'il soit exprès, implicite ou qu'il résulte de la loi relativement à une ou à plusieurs actions.

Le reçu de l'actionnaire, au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est une quittance valable et suffisante en faveur de la compagnie pour tout dividende ou toute somme d'argent payable à l'égard de ces actions, qu'avis du fidéicommiss ait été ou non donné à la compagnie.

La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi de la somme d'argent payée sur ce reçu. 31 V., c. 25, s. 39.

4746. Les contrats, conventions, engagements ou

Every such shareholder and creditor, or their representatives, may make extracts therefrom. 31 V., c. 25, s. 35.

4742. In any suit or proceeding against the company or against any shareholder, such books shall be *primâ facie* evidence of all facts purporting to be thereby stated. 31 V., c. 25, s. 36.

4743. Every director, officer or servant of the company who knowingly makes or assits in making any untrue entry in any such book, or who refuses or neglects to make any proper entry therein, or to exhibit the same, or to allow the same to be inspected and extracts to be taken therefrom, shall be liable to a penalty of one hundred dollars for every such untrue entry and for every such refusal or neglect, and also in damages for all loss or injury which any party interested may have sustained thereby. 31 V., c. 25, s. 37.

4744. Every company neglecting to keep such books open for inspection shall forfeit its corporate rights. 31 V., c. 25, s. 38.

§ 8.—Trust, Contracts, etc.

4745. The company is not bound to see to the execution of any trust, whether express, implied or constructive, in respect of any shares.

The receipt of the shareholder in whose name the same may stand in the books of the company, is a valid and binding discharge to the company for any dividend or money payable in respect of such shares, and whether or not notice of such trust has been given to the company.

The company is not bound to see to the application of the money paid upon such receipt. 31 V., c. 25, s. 39.

4746. Every contract, agreement, engagement or

marchés faits, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées, et les billets promissoires et chèques faits, tirés, ou endossés, au nom de la compagnie par tout agent, officier ou secrétaire, dans l'exercice des des pouvoirs qui lui incombent comme tel, en vertu des règlements, sont obligatoires pour elle.

Dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets ou chèques, ou de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque règlement vote ou ordre spécial.

La partie agissant comme agent, officier ou serviteur de la compagnie, n'est pas, à cause de cela et pour cette raison, personnellement assujétie à une responsabilité quelconque envers un tiers.

Rien dans le présent article n'est cependant censé autoriser la compagnie à émettre des billets payables au porteur ou des billets promissoires qui pourraient circuler comme papier-monnaie ou comme billets de banque. 31. V., c. 25, s. 40.

4747. Nulle compagnie ne doit employer une partie de ses fonds à l'achat d'actions dans une autre corporation, à moins que cet achat ne soit spécialement autorisé par sa charte et par la charte de cette autre corporation. 31 V., c. 25, s. 41.

§ 9—Des poursuites.

4748. Toute poursuite, de quelques nature qu'elle soit, peut être instituée entre la compagnie et un actionnaire.

2. Un actionnaire qui n'est pas partie à la poursuite, n'est pas incompétent comme témoin dans icelle.

3. La signification de toute espèce de sommation ou procédure à la compagnie, peut être faite en en laissant copie à son bureau ou à son siège principal d'affaires, entre les mains d'une personne raisonna-

bargain made, and every bill of exchange drawn, accepted or endorsed and every promissory note and cheque made, drawn or endorsed, on behalf of the company, by any agent, officer or servant of the company, in general accordance with his powers as such under the by-laws, shall be binding upon the company.

In no case shall it be necessary to have the seal of the company affixed to any such contract, agreement, engagement, bargain, bill of exchange, promissory note or cheque, or to prove that the same was made, drawn, accepted or endorsed, as the case may be, in pursuance of any by-law, or special vote or order.

The party so acting as agent, officer or servant of the company, shall not thereby be subjected personally to any liability whatever to any third party therefor.

Provided always, that nothing in this article shall be construed to authorize the company to issue any note payable to the bearer thereof, or any promissory note intended to be circulated as money, or as the note of a bank. 31 V., c. 25, s. 40.

4747. No company shall use any of its funds in the purchase of stock in any other corporation, unless in so far as such purchase may be specially authorized by its charter and also by the charter of such other corporation. 31 V., c. 25, s. 41.

§ 9.—Suits.

4748. Any description of action may be prosecuted and maintained between the company and any shareholder thereof.

2. No shareholder, not being himself a party to such suit, shall be incompetent as a witness therein.

3. Service of all manner of summons or proceedings whatever upon the company may be made by leaving a copy thereof at the office or chief place of business of the company, with any grown person in charge

ble qui en a la surveillance ou ailleurs, entre les mains du président ou du secrétaire ; si la compagnie n'a pas de bureau ou de siège principal d'affaires connu, ou n'a pas de président ou de secrétaire connu, alors sur rapport à cet effet, régulièrement fait, le tribunal ou un juge ordonne l'insertion de telle publication qu'il juge à propos à cet égard, pendant au moins un mois, dans un journal au moins.

Cette publication est réputée une signification régulièrement faite à la compagnie. 31 V., c. 25, ss. 49 et 50, et C. P. C., art. 63.

4749. Il n'est pas nécessaire de déclarer, sur une action ou procédure légale, le mode de constitution en corporation de la compagnie autrement qu'en en faisant mention sous son nom corporatif porté dans ses lettres patentes, ou dans ses lettres patentes et lettres patentes supplémentaires, selon le cas, en vertu de cette section ; l'avis dans la gazette officielle de Québec de leur émission est *primâ facie* une preuve de toutes les matières et choses y énoncées.

Sur production des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, ou de tout double ou de toute copie d'icelles sous le grand sceau, le fait de tel avis est présumé ; excepté seulement sur procédure par *scire facias* ou autrement, pour en attaquer la validité, les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, ou tout double ou toute copie d'icelles sous le grand sceau, sont une preuve concluante de toutes les matières et choses y énoncées. 31 V., c. 25, s. 51.

§ 10 -- Dispositions diverses

4750. La charte de la compagnie devient nulle si durant, trois années consécutives, elle n'a pas été mise en usage, ou si la compagnie ne commence pas ses opérations régulières dans un délai de trois années à dater de son octroi ; aucune déclaration de

thereof, or elsewhere with the president or secretary thereof; or if the company have no known office or chief place of business, or have no known president or secretary, then, upon return to that effect duly made, the court or judge orders such publication as it may deem requisite to be made in the premises, for at least one month, in at least one newspaper.

Such publication shall be held to be due service upon the company. 31 V., c. 25, ss. 49 and 50. ; C. C. P., 63.

4719. In any action or other legal proceeding, it shall not be requisite to set forth the mode of incorporation of the company, otherwise than by mention of it under its corporate name, as incorporated by virtue of letters-patent, or of letters-patent and supplementary letters-patent, as the case may be, under this section; and the notice in the Quebec Official Gazette of the issue thereof shall be *prima facie* proof of all things hereby declared.

On production of the letters-patent or supplementary letters-patent themselves, or of any exemplification or copy thereof under the Great Seal, the fact of such notice shall be presumed; and, save only in any proceeding, by *scire facias* or otherwise, for direct impeachment thereof, the letters-patent or supplementary letters-patent themselves, or any exemplification or copy thereof, under the Great Seal, shall be conclusive proof of every matter and thing therein set forth. 31 V., c. 25, s. 51.

§ 10.—Miscellaneous.

4750. The charter of the company shall be forfeited by non-user during three consecutive years at any one time, or if the company do not go into actual operation within three years after it is granted; and no declaration of such forfeiture by any act of

telle nullité faite par un acte de la législature n'est censée être une violation de cette charte. 31 V., c. 25, s. 52.

4751. La compagnie est sujette à telles autres dispositions que la législature peut ci-après juger nécessaires. 31 V., c. 25, s. 53.

4752. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, fixer, changer et régler le tarif des honoraires payables par les personnes demandant des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, en vertu de cette section ; il peut désigner le département ou les départements d'où elles doivent émaner, et prescrire la forme des procédures et minutes par rapport à icelles, et toutes les autres formalités nécessaires pour atteindre l'objet de la présente section.

2. Ces honoraires peuvent être fixés de manière à varier dans leur montant, en vertu de toutes règles jugées convenables, en vue de la nature de la compagnie, du montant du capital ou autrement. (Voir Tarif d'honoraires ; Cédule M.)

3. Il n'est fait aucune procédure dans aucun département pour l'émission de lettres-patentes ou lettres-patentes supplémentaires, en vertu de cette section, avant que le montant de tous les honoraires, auxquels elles donnent lieu, ait été dûment payé. 31 V., c. 25, s. 54.

4753. Nul projet de loi, pour constituer une compagnie pour quelque une des fins énoncées dans l'article 4696, ou pour en augmenter ou diminuer le fonds social ou pour en changer le nom, ne peut être présenté ou subir ses diverses phases soit devant le conseil législatif ou devant l'assemblée législative, avant qu'il ne soit mis au crédit du trésorier, pour les usages publics de la province, en outre de tout ce qui doit être payé pour honoraires ou pour impressions ou autrement, en vertu des règlements du con-

the Legislature shall be deemed an infringement of such charter. 31 V., c. 25, s. 52.

4751. The company shall be subject to such further and other provisions as the Legislature may hereafter deem expedient to enact. 31 V., c. 25, s. 53.

4752. The Lieutenant-Governor in Council may from time to time establish, alter, and regulate the tariff of fees to be paid on applications for letters-patent and supplementary letters-patent under this section, may designate the department or departments through which the issue thereof shall take place, and may prescribe the forms of proceeding and record in respect thereof, and all other matters requisite for carrying out the objects of this section.

2. Such fees may be made to vary in amount, under any the rule or rules as to the nature of the company, amount of capital, and otherwise, that may be deemed expedient. (For tariff of fees, see Schedule M.)

3. No step shall be taken in any department towards the issue of any letters-patent or supplementary letters-patent under this section, until after the amount of all fees therefor shall have been duly paid. 31 V., c. 25, s. 54.

4753. No bill for incorporating a company for any of the purposes set forth in article 4396, or for increasing or decreasing the capital stock of any such company, or for changing its name, shall be introduced or proceeded with, either in the Legislative Council or in the Legislative Assembly until there has been paid in, to the credit of the Treasurer, for the public uses of the Province, over and above whatever may be required to be paid by way of fee or for printing or otherwise, under the rules of the Legislative Council or Legislative Assembly, a sum

seil législatif ou de l'assemblée législative, une somme égale à celle payable en vertu des arrêtés en conseil en vigueur sur les lettres-patentes ou lettres-patentes supplémentaires selon le cas, si les privilèges, dont l'obtention est demandée par le moyen de tel projet de loi, étaient sollicités par la voie de lettres-patentes ou de lettres-patentes supplémentaires en vertu de cette section.

2. Dans le cas où ce projet manquerait de devenir loi, telle partie de ce montant, n'excédant pas le tiers, qui peut être remise en vertu d'une résolution collective du conseil législatif et de l'assemblée législative, peut être remboursée au dépositaire.

3. Dans le cas où ce projet de loi serait amendé de manière à rendre le montant payable pour tel projet amendé, différent de celui qui aurait dû être payé s'il eut été passé tel que introduit, tout surplus de paiement doit être remboursé, ou tout paiement additionnel exigible est suppléé selon le cas.

4. Aucun tel projet ne peut être présenté pour recevoir la sanction du lieutenant-gouverneur, à moins qu'au dossier d'icelui, il n'apparaisse un certificat des greffiers du conseil législatif et de l'assemblée législative respectivement, attestant qu'ils sont officiellement informés du fait que les paiements, exigibles par la présente section, ont été fidèlement faits sur le projet de loi. 31 V., c. 25, s. 55.

equal to what would have to be paid under the order or orders in council in force upon letters-patent or supplementary letters-patent, as the case may be, if the privileges sought by means of such bill were sought by means of letters-patent or supplementary letters-patent under this section.

2. Should such bill fail to become law, so much only of such amount, not exceeding one-third thereof, as may be remitted by joint resolution of the Legislative Council and Legislative Assembly, may be repaid to the depositor.

3. Should such bill be so amended as to make the amount payable therefor as amended, other than what was so payable therefor as introduced, any excess of payment shall be repaid or any required further payment made good, as the case may be.

4. No such bill shall be presented for sanction to the Lieutenant-Governor, unless there is endorsed thereon a certificate by the clerks of the Legislative Council and Legislative Assembly respectively, that they are officially assured of the fact that all payments hereby exigible have been duly made upon the bill. 31 V., c. 25, s. 55.

FORM A.

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, letters-patent have been issued under the Great Seal of the Province of Quebec, bearing date the day of, incorporating (*here state names, address and calling, of each corporator named in the letters-patent,*) for the purpose of (*here state the under taking of the company, as set forth in the letters-patent,*) by the name of (*here state the name of the company as in the letters-patent*) with a total capital stock of dollars, divided into shares of dollars each.

Dated at the office of the Secretary of the Province of Quebec, this day of

A. B.,

Provincial Secretary.

31 V., c. 25, Schedule A.

FORM B.

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, supplementary letters-patent have been this day issued under the Great Seal of the Province of Quebec, bearing date the day of, whereby the total capital stock of (*here state the name of the company*) is increased (*or decreased, as the case may be*) from dollars to dollars (*or whereby the name of the said company has been changed to that of*)

Dated at the office of the Secretary of the Province of Quebec, this day of

A. B.,

Provincial Secretary

31 V., c. 25, Schedule B ; 44-45 V., c. 11, s. 3.

FORMULE C.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau :

1o Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : " La compagnie....."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3o Le siège principal des affaires de la compagnie sera

4o. Le fonds social sera de dollars divisé en actions de piastres chacune.

5o Les requérants sont :

6o Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

Daté à ce.....

Procureur des requérants,

ou Requérants.

FORMULE D.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
DISTRICT DE.....

A Son Honneur le Lieutenant Gouverneur
de la Province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Honneur

La requête de expose humblement :

1o. Qu'ils désirent obtenir une charte d'incor-

FORM C.

Notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal :

1o The corporate of the company will be "....."

2o The objects for which the incorporation is sought are :
and to do all things connected with the objects of the company.

3o The company's chief place of business will be in

4o The capital stock will be
dollars divided into shares of
dollars each.

5o The petitioners are :

6o The petitioners, who are all British subjects and reside in Canada, will be the first directors of the company.

Attorney for Petitioners
or Petitioners.

FORM D.

CANADA, PROVINCE OF QUEBEC,
DISTRICT OF

To His Honour the Lieutenant Governor
of the Province of Quebec.

The petition of
..... humbly represents .

Your petitioners

1o. Desire to be incorporated under Letters
Patent, under the name of "....."

poration en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social.

20. Que le nom corporatif de la compagnie proposée sera ".....".

30. Que les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : *a* *b* &

40. Le siège principal de la compagnie sera à

50. Le fonds social sera de \$..... divisé en actions de dollars chacune.

60. Que les requérants seront les premiers directeurs de la compagnie et que la majorité de ces derniers demeure en Canada et est composée de sujets de Sa Majesté.

70. Que le montant des actions souscrites s'élève à la moitié du montant total du capital de la compagnie, comme suit, savoir :

Nom..... Nombre d'actions..... Montant

80. Qu'un montant de 10 pour cent des actions ainsi payées sur le capital (ou de 5 pour cent de la totalité du capital) a été payé au crédit de la compagnie ou des syndics nommés pour icelle, dans une banque légalement constituée en cette province savoir :

90. Qu'un avis de la présente requête a été inséré durant quatre semaines consécutives dans la Gazette Officielle de Québec, savoir : (donner les dates).

Pourquoi les requérants prient Votre Honneur de leur octroyer par Lettres Patentes sous le grand Sceau de la province une charte qui les constitue, eux et toutes les autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la dite compagnie, en corporation et en corps politique pour les fins ci-dessus énoncées et sous le nom de ".....".

Daté à ce jour de 190

Procureur des requérants
ou Requérants.

for the following purposes, to wit : *a*.....*b*.....&
and generally to do all such things as are incidental
to the carrying out of the objects of the company.

2o. The amount of the capital stock shall be
.....dollars divided into.....
.....shares of.....dollars each.

3o. The chief place of business of the company.
shall be in.....

4o. The first directors of the company shall
be.....
.....petitioners, the major part of
such whom are resident in Canada and are subjects
of Her Majesty.

5o. The amount of stock taken is as follows,
to wit :

Name	Number of shares	Amount.
------	------------------	---------

6o. There has been paid in upon said shares
10 per cent thereof or (5 per cent of the total capital)
making a total sum of.....dollars
which sum is now on deposit in the.....Bank at
.....to the credit of the said company.

7o. Your petitioners have given the notice re-
quired by-law in the Quebec Official Gazette on the
.....(giving the dates).

Wherefore your petitioners pray that Your
Honour may be pleased to issue Letters Patent incor-
porating them under the name of ".....".

Dated at.....this.....day of.....190

Atty for petitioners,
or Petitioners.

FORMULE E.

Banque.....

Je soussigné, gérant ou
 de la Banque.....
 corps politique, dûment incorporé, faisant affaires
 à.....
 certifie qu'il a été payé à cette banque au crédit de..
 la somme de
 dollars.

Daté..... ce.....

FORMULE F.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
 DISTRICT DE.....

Je.....de.....déclare
 solennellement que les faits allégués dans la requête
 demandant l'incorporation de la compagnie ".....
" sont vrais et, en outre que les
 requérants et plus particulièrement les directeurs
 provisoirement nommés sont des personnes de moyens
 réputés suffisants pour justifier cette requête, et je
 fais cette déclaration la croyant consciencieusement
 vraie et sachant qu'elle a la même force et le même
 effet que si elle était faite sous serment sous l'empire
 de l'Acte de la Preuve en Canada, 1893.

Déclaré devant moi, ce.....

.....1900

FORM E.

Bank of

I, the undersigned, manager or.....
of the.....Bank, a duly chartered Bank carrying
on business at..... hereby certify that there
has been paid in to this bank to the credit of.....
.....and is standing to the credit of
said.....
the sum of.....dollars.

. Dated at

FORM F.

CANADA PROVINCE OF QUEBEC,
DISTRICT OF.....

I.....of.....
do solemnly declare that the allegations of the peti-
tion praying for the incorporation of the ".....
.....Company" and the facts set forth therein
are true and further that the applicants and more
specially the provisional directors named are persons
of sufficiently reputed means to warrant the applica-
tion, and I make this solemn declaration conscien-
tiously believing it to be true and knowing that it is
of the same force and effect as if made under oath
and by virtue of "The Canada Evidence Act, 1893."

Declared before me this..... }
day of.....190 }

FORMULE G.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
DISTRICT DE.....

A Son Honneur le Lieutenant Gouverneur
de la Province de Québec.

L'humble requête de la Compagnie "....."
....." corps politique et
incorporé, ayant son bureau d'affaires à.....
expose respectueusement :

Que la requérante a été constituée en corpora-
tion sous le nom de "....."
par Lettres Patentes en date du.....

Qu'il serait avantageux et préférable de chan-
ger le nom corporatif de la requérante, pour les rai-
sons qui suivent :.....

Que les directeurs de la compagnie ont adopté
une résolution le.....recommandant le
changement du nom actuel de la requérante en celui
de.....tel qu'il appert à
copie de la dite résolution produite avec les présentes.

C'est pourquoi votre requérante conclue à ce
qu'il Vous plaise de lui accorder des Lettres Patentes
Supplémentaires sous l'autorité de la loi corporative
des compagnies à fonds social pour changer son nom
en celui de la ".....".

Daté à.....ce.....

(Signé) Procureur de la requérante.

FORM G.

CANADA, PROVINCE OF QUEBEC,
DISTRICT OF

To His Honour the Lieutenant Governor
of the Province of Quebec.

The petition of the ".....
Company", a body politic and corporate, duly in-
corporated under Letters Patent issued at Quebec on
the.....
respectfully represents :

That the present name of the company does
not indicate with sufficient proeminence the nature
of the business carried on by the said Company,
or.....

At a meeting of the board of directors held at
.....on the.....a
by-law ordering and enacting that from and after the
date upon which supplementary letters patent
could be obtain, authorizing the same, the name of
this Company should be changed to the following,
to wit : "....."
the said by-law was afterwards duly confirmed at a
meeting of the share holders of the said company
held on the, the whole
as appears by a copy of said by-law duly certified
and hereunto fyled with said petition.

Wherefore the said company pray that Your
Honour may be pleased to grant supplementary let-
ters patent changing the name of the said company
to ".....".

Dated at.....190

Atty for said Company.

FORMULE H.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
DISTRICT DE.....

Je.....de.....
déclare solennellement que le changement de nom
demandé par la Compagnie "....."
n'est pas fait dans un but inavouable ou illégitime et
je fais cette déclaration la croyant consciencieuse-
ment vraie et sachant qu'elle a la même force et le
même effet que si elle était faite sous serment sous
l'empire de l'Acte de la Preuve en Canada, 1893.

Déclaré devant moi ce.....
.....190

FORMULE I

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE.....

A Son Honneur le Lieutenant Gouverneur
de la Province de Québec.

L'humble requête de la Compagnie ".....
....." corps politique incorporé ayant
son bureau d'affaires à.....expose res-
pectueusement :

Que la dite compagnie a été incorporée en vertu de
Lettres Patentes le.....avec un ca-
pital de.....dollars.

Que ce capital a été souscrit et payé en entier.
Qu'à une assemblée des actionnaires de la com-
pagnie, tenue le.....a.....il a été résolu
unaniment de porter le capital de la dite compagnie
à la somme de.....dollars, ainsi qu'il appert à
ce règlement dont copie est produite avec la présen-
te requête.

FORM H.

CANADA, PROVINCE OF QUEBEC,
DISTRICT OF.....

I..... of the
secretary-treasurer of said Company, or.....
solemnly declare that the change of name sought to
be affected by the ".....Company"
is not made for any unavowed or illegitimate pur-
poses and I make this solemn declaration conscien-
tiously believing it to be true and knowing that it is
of the same force and effect as if made under oath
and by virtue of the Canada Evidence Act. 1893.

Declared before me }
.....190 }

FORM I

CANADA, PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF.....

To His Honour the Lieutenant Governor
of the Province of Quebec.

The petition of the directors of the ".....
....." humbly represents.:

That your petitioners are the directors of the
said "....."

That the said company was duly incorporated
by Letters Patent on the.....with a capi-
tal stock ofdollars.

That the whole of the said capital stock has
been allotted and paid in.

That your petitioners, at a meeting of the board
of directors held on thepassed a by-law
increasing the capital stock of the said company from
of.....dollars to the sum of.....
dollars.

That such increase is to be divided into.....
shares of the value of.....dollars each, the

Que ce capital additionnel de.....dollars
devra consister en.....actions de.....
dollars chacune et devra être repartí comme suit :

Que cette augmentation du fonds social de la
compagnie est devenue nécessaire pour atteindre
d'une manière efficace les objets de la compagnie.

Pourquoi vos réquerants concluent qu'il plai-
se à Votre Honneur de vouloir bien émettre des Let-
tres Patentes Supplémentaires, conformément au
règlement ci-haut cité.

Daté à.....190

(Signés)

Directeurs de la compagnie.

Cette formule sera changée pour la diminution du
capital.

FORMULE J.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC,
DISTRICT DE.. ..

Je.....déclare solennellement que le
règlement de la Compagnie.....en date
du.....pour l'augmentation du capital,
au montant de.....à été approuvé
unaniment, par écrit par les actionnaires ou par
le vote de tous les actionnaires dûment représentés à
une assemblée générale ou spéciale de la compagnie,
convoquée à cet effet et, que l'augmentation auquel
il pourvoit est de bonne foi, et je fais cette déclara-
tion la croyant consciencieusement vraie et sachant
qu'elle a la même force et le même effet que si elle
était faite sous serment sous l'empire de l'Acte de
la Preuve en Canada, 1893.

Déclaré devant moi

.....190

same to be allotted as your petitioners shall herein-after determine.

That said by-law was approved by the votes of shares holders of the said company representing over $\frac{2}{3}$ in value of all the subscribed stock of the company at the annual or special meeting duly called and held on the.....

That said increase in the capital stock has been considered necessary for the due and proper carrying on of the business of the said company.

THEREFORE your petitioners pray that Your Honour will be pleased to grant Supplementary Letters Patent for increasing the capital stock of the ".....".

Dated at

(Signed by Petitioners.)

This form may be altered for the decrease of the capital stock.

FORM J.

CANADA, PROVINCE OF QUEBEC

DISTRICT OF.....

I.....of.....do solemnly declare that the by-law of the "....." passed on the.....for increasing or decreasing the capital stock of the said company, from the sum of.....dollars to the sum of.....dollars, was approved by the votes of share holders representing "....." of all the subscribed stock of the company and that such increase or decrease is made *bona fide*, and I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath and by virtue of the Canada Evidence Act. 1893.

Declared before me }

At.....190 }

FORMULE K.

PROVINCE DE QUEBEC,
DISTRICT DE

In re augmentation ou diminution du nombre
des directeurs de la Compagnie.....

Attendu que le nombre des directeurs de la
Compagnie de.....est fixé à..... par
les lettres-patentes et qu'il est-expédient d'en aug-
menter ou diminuer le nombre.

En conséquence la compagnie de.....
.....arrête ce qui suit :.....

Le nombre des directeurs de la dite compagnie
est par le présent fixé à.....

Daté à..... ce.....

Président.

Secrétaire.

FORMULE L.

Règlement changeant le siège principal des affaires.

Règlement No.

Attendu que le siège principal des affaires de
“.....” est a.....
dans le district deet province de Québec :

Et attendu qu'il a été jugé à propos que le dit
siège soit transféré.à.

En conséquence “.....”
décrète ce qui suit :

1o. Que le siège principal des affaires de “....
.....” soit et est par le pré-
sent transféré deà.....

2o. Que ce règlement soit soumis avec toute la
diligence possible, pour être approuvé par les action-

FORM K.

PROVINCE OF QUEBEC,

DISTRICT OF.....

In re increase or decrease of the number of the directors of theCompany, whereas the number of the directors of theCompany, is fixed at.....by its letters patent, and it is expedient to increase or decrease their number.

Accordingly the.....Company resolves as follows :

The number of the directors of the said company is hereby fixed at.....

Dated at.....190

.....President.

.....Secretary.

FORM L.

By-law changing head office.

By-law number.....

Whereas the head office of the.....Company, is.....in the district of.....and province of Quebec ;

And whereas it has been deemed expedient that the same should be changed to.....

Therefore the.....Company enacts as follows :.....

1o. That the head office of the.....Company be and the same is hereby changed from.....to.....

2o. That the by-law be submitted with all due

naires de la compagnie, à une assemblée générale d'iceux, convoquée pour la prise en considération d'icelui.

Passé, ce

Président.

Secrétaire.

CÉDULE M.

1o Sur lettres patentes incorporant les compagnies à fonds social, lorsque le fonds social est de \$500,000 ou plus, l'honoraire sera de..... \$200 00

2o Lorsque le capital social proposé est de \$200,000 ou plus, mais au dessous de \$500,000.....\$150 00

3o Lorsque le capital social proposé est de \$100,000 ou plus, mais au-dessous de \$200,000.....\$100 00

4o Lorsque le capital social proposé est moins de \$100,000.....\$50 00

5o Sur demande de lettres patentes supplémentaires, autres que celles pour l'augmentation du capital-actions, l'honoraire sera de la moitié du montant payable pour les lettres patentes originales.

Quand une demande est faite pour une augmentation du capital-actions, l'honoraire sera calculé sur le montant actuel de l'augmentation du capital-actions, et l'honoraire payable sera le même que celui payable sur les lettres patentes pour la constitution d'une compagnie dont le capital-actions est du même montant que la dite augmentation.

dispatch for the sanction of the shareholders of the company, at a general meeting thereof, to be called for considering the same.

Passed this

.....President.

.....Secretary.

SCHEDULE M.

Tariff of fees.

1o On letters patent incorporating joint stock companies when the capital stock is \$500,000 or more, the fee shall be.....\$200 00

2o When the proposed capital stock is \$200,000 or more, but less than \$500,000.....\$150 00

3o When the proposed capital stock is \$100,000 or more, but less than \$200,000... ..\$100 00

4o When the proposed capital stock is less than \$100,000.....\$50 00

5o On demand for supplementary letters patent, other than those for the increase of capital stock, the fee shall be half of the amount payable for the original letters patent.

When a demand is made for an increase of the capital stock, the fee shall be calculated on the actual amount of the increase of the capital stock and the fee payable shall be the same as that payable on the letters patent for the incorporation of a company of which the capital stock is of the same amount as the said increase.

INDEX

Actionnaires, actions et versements

	ART.
Assemblées.....	4721
Capital-actions.....	4722
Transfert des actions.....	4723, 4729 et 4740
Repartition des actions.....	4724
Appels des versements.....	4725
Recouvrement des versements.....	4727
Confiscation des actions.....	4728
Responsabilité des actionnaires.....	4731
Non responsabilité des actionnaires.....	4732
Actions possédées pour autrui.....	4733
Actions possédées comme garantie collatérale.....	4734
Emission d'actions privilégiées.....	4717a

Charte.

Octroi de la.....	4696
Effet de la.....	4696
Mode de l'accorder.....	4696
Quand elle devient nulle.....	4750

Contrats, etc.

Sont obligatoires pour la compagnie.....	4746
--	------

Directeurs.

Residence.....	4697
Pouvoirs des.....	4712
Qualité des.....	4713
Augmentation ou diminution du nombre des directeurs.....	4713a
Election des.....	4714
Epoque des élections.....	4715
Droit de vote.....	4715
Vacance.....	4715
Votation.....	4715
Président et officiers.....	4715
Défaut d'élection.....	4716
Pouvoirs généraux des.....	4717
Responsabilités des.....	4719 et 4720

INDEX

Books.

	ART.
Books to be kept.....	4738
What they shall contain	4738

Charter.

Granting of the.....	4696
Effect of.....	4696
Order in Council not required.....	4696
Forfeiture by non-user.....	4750

Contracts, Etc.

Shall be binding upon the Company.....	4746
--	------

Chief Office.

Change of.....	4713a
----------------	-------

Directors.

Residence.....	4697
First directors.....	4712
Qualification of.....	4713
Increase of directors.....	4713a
Election.....	4714
Time for election.....	4715
Right to vote.....	4715
Ballot.....	4715
Vacancies.....	4715
President, other officers.....	4715
In case of failure of election.....	4716
Powers of.....	4717
Responsibilities of.....	4719 and 4720

Dividends.

Dividends.....	4736
----------------	------

Dividendes.

Déclaration de.....	4739
---------------------	------

Fidéli-commis.

Exécution des.....	4745
--------------------	------

Formules.

A. (Cedule) Avis de l'émission de lettres patentes.....	4704
B. "Avis de l'octroi des lettres patentes supplémentaires..."	4710
C. Avis de la demande dans la Gazette Officielle.....	4697
D. Requête pour lettres patentes.....	4698
E. Certificat de dépôt.....	4698
F. Déclaration solennelle.....	4699
G. Requête pour changer le nom de la compagnie.....	4703
H. Déclaration solennelle quand il s'agit de changer le nom de la compagnie.....	4703
I. Requête pour augmenter ou diminuer le fonds social de la compagnie.....	4709
J. Déclaration solennelle quand il s'agit de diminuer ou augmenter le fonds social.....	4709
K. Règlement pour augmenter ou diminuer le nombre des directeurs.....	4713a
L. Règlement pour changement du siège d'affaires.....	4713a

Honoraires

Tarif des.....	4752
----------------	------

Interprétation.

Interprétation.....	4695
---------------------	------

Lettres patentes.

Lettres patentes.....	4697
Avis de la demande de.....	4697
Publication de l'avis.....	4697
Son contenu.....	4697
Résidence des directeurs.....	4697
Requête pour.....	4698
Déclaration solennelle exigée.....	4699
Avis de l'émission.....	4704

Livres.

Doit tenir des livres.....	4738
Le contenu.....	4738

Forms.

A. (Schedule) Notice of issuing letters patents.....	4704
B. " " Notice of the granting of supplementary letters patent.....	4710
C. Notice of application in Official Gazette.....	4697
D. Petition for letters patent.....	4698
E. Certificate of deposit.....	4698
F. Solemn declaration.....	4699
G. Petition for the change of the name of a company.....	4703
H. Solemn declaration for the change of name of the company.....	4703
I. Petition for the increase or reduction of capital of a company.....	4709
J. Solemn declaration for the increase or reduction of capital.....	4709
K. By law for increasing or decreasing the number of directors.....	4713a
L. By law for changing the chief place of business.....	4713a

Fees.

Tariff of fees.....	4752
---------------------	------

Interpretation.

Interpretation.....	4695
---------------------	------

Letters-Patent.

Notice of application of.....	4697
Contents of.....	4697
Petition for.....	4698
Solemn declaration required.....	4699
Notice of issuing letters-patent.....	4704

Nams.

Different name than that chosen may be given.....	4701
Change of.....	4702 and 4703

Powers.

General powers.....	4705
Increase or reduction of capital.....	4706 and 4707
May issue bonds or debentures.....	4705

Shareholders, shares and calls.

Calling of meetings.....	4721
Capital-stock.....	4722
Transfer of stock.....	4723, 4729 and 4740
Allotment of stock.....	4724
Calls on stock.....	4725
Enforcing payment of calls.....	4727

Ncm.

Pouvoir du Lieutenant-Gouverneur quant au nom.....	4701
Changement de nom.....	4702 et 4703

Pouvoirs.

Pouvoirs généraux de la compagnie.....	4705
Augmentation ou diminution du capital.....	4706 et 4707
Emission de débentures.....	4705

Poursuites.

Action entre la compagnie et les actionnaires, signification etc.	4748
Ce qu'il suffit de mentionner dans une déclaration et de prouver dans une action.....	4749

Sceau.

Apposition du sceau de la compagnie non nécessaire.....	4746
---	------

Siège.

Changement du siège principal de la compagnie.....	4713a
--	-------

Index.

79

Forfeiture for non payment.....	4728
Liability of shareholders.....	4731
Liability of shareholders, limited.....	4732
Stock held by persons in a representing capacity.....	4733
Stock held as collateral security.....	4734
Issue of preferred stock.....	4717a

Suits.

Action between shareholders and the company....	4748
Service upon the company.....	4748
What need be alleged and proved in such actions.....	4749

Seal.

Seal not necessary.....	4746
-------------------------	------

Trusts.

Execution of.....	4745
-------------------	------